

# SOLIDARITÉ GUATÉMALA: 9

CETRAL

1981



EDITORIAL

L'évolution de la situation politique au Guatemala doit être examinée en tenant compte de deux faits importants survenus au cours de ces dernières semaines : l'élection du républicain Ronald Reagan à la Présidence des Etats-Unis et la confirmation du processus d'unité des forces révolutionnaires.

Si l'opposition Carter / Reagan avait un sens c'est bien en Amérique Latine que l'enjeu se situait et tout particulièrement en Amérique Centrale. La campagne de Reagan marquée par l'anti-communisme primaire, soutenue par les oligarchies les plus archaïques de la zone, sa victoire ont soulevé de grands espoirs dans les classes dominantes. Au Guatemala, elles avaient créé une organisation de soutien à sa campagne : "la fondation des amis du pays" afin de contrecarrer le courant d'opinion qui, aux Etats-Unis, répudie les crimes de la dictature militaire contre la population guatémaltèque.

En quoi l'arrivée de Reagan au pouvoir peut-elle provoquer des changements importants pour le Guatemala ? Ce pays qui doit le régime de terreur qu'il connaît actuellement à une invasion militaire nord-américaine en Juin 1954 a bien des raisons de craindre une intervention directe des Etats-Unis. Les arguments employés par le candidat Reagan ne sont-ils pas les mêmes poncifs que ceux employés il y a vingt-cinq ans contre le régime démocratique des Présidents Arevalo et Arbenz ? Ne retrouve-t-on pas les mêmes accusations de communisme, d'intervention extérieure ...?

Certes, les circonstances internationales ont changé, encore qu'il faut noter que l'intervention nord-américaine se produit à la fin de la période de la guerre froide et non pendant. De plus, les Etats-Unis ont subi un certain nombre de défaites - Baie des Cochons, Vietnam - dans leurs interventions militaires, défaites qui les conduisent à chercher d'autres formes d'interventions.

COLLECTIF GUATEMALA  
67 rue du Théâtre  
75015 - PARIS

Les chèques doivent être envoyés  
au collectif.

40P.12325



Outre le soutien économique et militaire, même masqué, la présence de plusieurs milliers d'ex-gardes somozistes au Guatemala et dans les pays voisins facilite l'organisation d'une armée de mercenaires. La signature du Traité de paix entre les armées du Honduras et du Salvador, a pour but de réorganiser le Conseil de Défense Centre-américain ( CONDECA ). Enfin, les espoirs nés de la défaite de J. Carter - et donc de sa politique des droits de l'homme - ont renforcé les armées de ces pays ( Guatemala - El Salvador ) dans leur volonté de réduire au silence - de la façon la plus brutale - les peuples qui luttent pour leur libération.

Pourtant, les forces populaires guatémaltèques affirment chaque jour leur force. L'unité des forces populaires qui combattent la dictature est de plus en plus forte et apparaît comme la seule voie capable de provoquer un changement significatif dans les prochaines années. En ce sens, la dernière déclaration commune - le 20 Octobre 1980 - des quatre organisations armées - L'armée de guérilla des pauvres, EGP ; les Forces armées rebelles, FAR ; l'Organisation du Peuple en Armes, ORPA ; le Parti Guatémaltèque du Travail, PGT - marque une date importante dans la lutte du peuple guatémaltèque. Comme elles l'affirment, "l'unité révolutionnaire, populaire et démocratique rapproche le jour du triomphe de notre peuple". Elles lancent un appel au peuple pour qu'il s'incorpore en masse à la guerre révolutionnaire populaire "mise en marche et menée par les quatre organisations révolutionnaires, afin de frapper de plus en plus durement l'armée criminelle".

Face à la répression sauvage qui augmente chaque jour le bilan des enlèvements, disparitions, assassinats, les masses inventent de nouvelles méthodes pour garantir la continuité de la lutte. L'activité de la guérilla s'est beaucoup développée au cours de ces derniers mois. Il y a, presque tous les jours, de nouvelles embuscades, des combats, des occupations temporaires de villages par les guérilleros qui parlent aux paysans. L'intégration du peuple à la lutte armée, les victoires militaires remportées sur les forces de la répression montrent la légitimité et la force de l'opposition.



C'est par l'incorporation de tous les secteurs de la population à la lutte de l'opposition que la dictature militaire sera vaincue. En effet, la situation du pays est si critique, si radicalisée que toute voie pacifique semble exclue. Les dernières déclarations du Pape sur le "suicide du peuple guatémaltèque" - il s'agit en fait de l'assassinat de tout un peuple - sont à intégrer à cette réflexion. Dans ce contexte, on voit mal comment la démocratie-chrétienne pourra tenter de légitimer longtemps ses prises de position ambiguës et son refus de s'incorporer à la véritable lutte du peuple guatémaltèque.

#### LE GOUVERNEMENT GUATEMALTEQUE BRADE LA RICHESSE NATIONALE

Au cours du mois dernier est entré en vigueur un accord passé entre le gouvernement du Guatemala et l'entreprise privée "Développement des autoroutes et routes guatémaltèques" constituée par des capitaux italiens, français et allemands. Cet accord met fin à une série d'actions menées par l'Etat afin de charger cette entreprise de la construction d'un grand axe routier. Dès sa parution, ce projet suscita de violentes critiques, notamment de la part d'institutions comme l'Université San Carlos (université nationale), le Collège d'Ingénieurs et aussi de la part de la Démocratie-Chrétienne. Des personnalités gouvernementales - par exemple l'ex-Vice-Président et un conseiller - prirent également position contre le projet.

L'axe routier reliera treize des vingt-trois départements et desservira un territoire évalué à cent huit mille kilomètres carrés environ. Un second axe assurera la liaison entre la route principale et les autres départements. Ce projet apparaît donc d'un intérêt primordial pour le développement de l'économie nationale. Mais il s'avère que le contrat a été réalisé sur des bases qui risquent de nuire aux intérêts nationaux. Les conditions plus ou moins frauduleuses dans lesquelles il a été négocié dénotent l'irresponsabilité des fonctionnaires qui, à l'unanimité s'étaient déclarés en faveur du projet. En effet, l'accord fut décidé unilatéralement entre le Gouvernement et l'entreprise sans être soumis à l'approbation du Parlement ainsi que l'exige la Constitution.

L'entreprise est constituée sur les bases d'un capital déclaré d'un demi million de quetzals ( un quetzal = un dollar ), mais la quantité déposée s'élève en fait à dix mille quetzals. Le contrat accorde à une entreprise privée étrangère l'exclusivité pour l'exécution des travaux publics nécessaires. Il lui permet aussi de percevoir directement les droits de péage sur toutes les routes du pays. Ce qui



revient à dire que l'Etat octroie une concession d'administration sur les biens nationaux à une entreprise privée étrangère. Cela constitue une atteinte au caractère inaliénable du bien public et de la souveraineté nationale. La nature de cet accord est contraire aux principes établis par la Constitution car il suppose l'approbation des parties engagées à la constitution d'un monopole privé sur l'infrastructure routière nationale. En outre, toutes les facilités de financement, tant à l'étranger qu'au Guatemala sont offertes à l'entreprise par le Gouvernement et la Banque Nationale du Guatemala - organisme d'Etat chargé de régir toutes les activités financières du pays - se porte garant des crédits sollicités par l'entreprise.

Si on regarde les plans élaborés en vue de la réalisation du projet, on découvre que le réseau routier doit traverser les zones forestières où les généraux ont acquis des propriétés atteignant des centaines d'hectares. Car c'est dans ces zones que se trouvent les réserves pétrolières du pays, réserves convoitées par les militaires qui visent à en devenir les propriétaires pour les céder aux multinationales chargées de leur exploitation.

Mais d'autre part, c'est aussi dans ces mêmes zones que se développe, à l'heure actuelle, une résistance révolutionnaire. Tout laisse à penser que, pour le Gouvernement, ledit projet de construction du "Periferico" répond en fait à un plan militaire précis : la réalisation de ce projet facilite, outre l'enrichissement de l'oligarchie, le déploiement d'une offensive contre-insurrectionnelle qui aurait pour but d'anéantir le travail de politisation effectué par la guérilla au sein des communautés indiennes de la région.

---

#### INFORMATIONS DIVERSES

Le dirigeant du Parti Socialiste Démocratique du Guatemala, Carlos Gallardo Flores a reconnu que la lutte armée était la seule voie que la dictature avait laissé au peuple guatémaltèque pour se libérer. Le P.S.D. est maintenant membre à part entière de l'Internationale Socialiste, c'est la décision qui a été retenue lors du dernier congrès à Madrid en Novembre dernier. Le P.S.D. est membre du Front Démocratique Contre la Répression, organisation des masses du Guatemala en lutte pour la constitution d'un Gouvernement " démocratique, populaire et révolutionnaire". L'Internationale Socialiste a réaffirmé son soutien à la lutte révolutionnaire du peuple guatémaltèque.



LE TOURISME: UNE ARME UTILISEE PAR LA DICTATURE DE LUCAS GARCIA

La diminution des revenus provenant du tourisme est un fait indiscutable et, de plus, officiellement reconnu par le secteur privé et le gouvernement guatémaltèques. Le boycottage soumis, dans plusieurs pays, aux promotions touristiques lancés par le gouvernement du général Lucas García ainsi que la continuité de la répression militaire ont amplement contribué à décourager les touristes et ont entraîné des répercussions négatives pour l'Institut Guatémaltèque du Tourisme -INGUAT-. Celui ci, a annoncé en Octobre dernier qu'il relançait une campagne de grande envergure afin de remédier à la baisse subie par l'économie touristique depuis ces quinze derniers mois.

La campagne pour le tourisme de 1981 dont le financement s'élève à 15 millions de quetzals (un quetzal= un dollar), se déroulera dans le cadre d'activités de publicité internationale promues par la société américaine NEEDHAM & GROHMANN. Le contrat signé par l'INGUAT et la compagnie américaine prévoit la promotion du tourisme guatémaltèque aux Etats Unis, au Canada et en Europe. La société NEEDHAM & GROHMANN se réserve l'exclusivité de la planification des manifestations, de l'édition des brochures, dépliants etc...

Dans son agenda de 1981, l'INGUAT prévoit déjà d'assister à 60 manifestations internationales, parmi lesquelles nous retenons celle de la Septième Semaine Mondiale du Tourisme et des Voyages qui aura lieu à Paris du 12 au 20 février au Palais des Congrès.

Par Conséquent, nous demandons aux Français de protester dès maintenant contre le cynisme du gouvernement du Guatemala qui prétend promouvoir le tourisme dans un pays où on enregistre



30 morts ou disparus par jour, exécutés par les Escadrons de la Mort qui agissent avec la complicité de la police et de l'armée nationales. Lorsqu'on retrouve les corps des victimes les traces des tortures sont telles qu'ils sont inidentifiables.

Comme exemples de cette sauvage répression qui s'abat sur le peuple guatémaltèque, nous pouvons citer les cas suivants:

- Onze membres, dont sept enfants entre six et douze ans, de trois familles paysannes de San Juan Ostuncalco, massacrés par des "inconnus" le 11 Novembre 1980.
- Miriam Alvarez de Roldán et son époux, Leonel Roldán Salguero, tous deux professeurs à l'Université San Carlos assassinés par le gouvernement a la fin de l'année dernière. Elle a été abattue dans sa voiture alors que son mari a été enlevé. On a retrouvé son corps quelques jours plus tard, au bord d'une route.
- Alaide Foppa, écrivain et leader féministe, disparue le 18 Décembre 1980. Malgré les protestations qui se sont élevées en France, au Mexique et aux Etats Unis, Alaide Foppa n'a toujours pas reparu et les autorités guatémaltèques se sont contentées de "déplorer" sa disparition.

¡POUR LE BOYCOT DU TOURISME AU GUATEMALA!



TELEGRAMME ADRESSE LE 23 DECEMBRE 1980 - 12 h 15

Référence IAU 802

"Mains propres"

A MONSIEUR VALERY GISCARD D'ESTAING  
Président de la République  
Palais de l'Elysée  
55 et 57, rue du Fbg St Honoré  
75008 PARIS

"Vous prie intervenir personnellement pour sauver mon amie  
"Alaïde FOPPA écrivain guatémaltèque professeur français  
"Université MEXICO enlevée GUATEMALA le 19 décembre par  
"éléments extrême-droite STOP

"Alaïde si encore en vie serait vraisemblablement soumise  
"à tortures STOP

"Au nom combat commun contre barbarie dans le monde espère  
"instamment votre action immédiate STOP

"Suis à votre disposition pour précisions STOP

"Avec ma haute considération STOP

GISELE HALIMI AVOCATE PARIS"



GISELE HALIMI  
AVOCATE A LA COUR  
102, RUE SAINT-DOMINIQUE - 75007 PARIS  
705.21.48 +

Paris, le 26 décembre 1980

P E R S O N N E L L E  
=====

Par porteur

Monsieur l'Ambassadeur du GUATEMALA  
Ambassade du GUATEMALA  
73, rue de Courcelles  
75017 PARIS

GH/FR

Excellence,

Je suis l'amie et l'avocate d'Alaïde FOPPA, enlevée par un commando à GUATEMALA, le 19 décembre 1980.

J'ai lancé un appel, pour elle, dans "LE MONDE" du 24 décembre (article ci-joint).

Dans "LE MONDE" d'hier, daté du 26 décembre, une dépêche officielle du GUATEMALA confirmait -pour le déplorer- l'enlèvement d'Alaïde.

Cela ne suffit pas. C'est votre Gouvernement et les autorités de police qui ont la responsabilité et la charge de la sauvegarde des personnes qui se trouvent sur le territoire guatémaltèque.

Quelles que soient l'origine et les raisons d'agir des tueurs, il vous appartient de tout mettre en oeuvre pour retrouver saine et sauve Alaïde FOPPA.

Ceci est le sens de ma démarche à laquelle se joignent de très nombreuses personnalités, ainsi que les lecteurs et lectrices du "MONDE".

AMNESTY INTERNATIONAL a lancé, pour sa part, une action urgente pour Alaïde.

Je vous fais parvenir, sous ce pli, quelques-uns des messages reçus. Je ferai déposer les autres au fur et à mesure qu'ils parviendront au Mouvement "CHOISIR".

En espérant que votre Gouvernement aura à coeur de barrer la route à la barbarie qui caractérise de telles exactions, je vous prie de croire, Excellence, aux assurances de mes sentiments distingués.

GISELE HALIMI  
AVOCATE A LA COUR  
VICE-PRESIDENTE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES  
FEMMES ECRIVAINS  
PRESIDENTE DU MOUVEMENT "CHOISIR"



31.12.80 100001


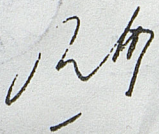
PRÉSIDENCE  
DE LA  
RÉPUBLIQUE

Paris, le

Maître,

Dès réception de votre télégramme sollicitant une intervention du Président de la République en faveur de Madame Alaïde FOPPA, il a été demandé à notre ambassadeur au Guatemala d'effectuer toutes les démarches possibles.

Dans l'espoir que ces démarches permettront de sauver Madame Alaïde FOPPA, je vous prie d'agréer, Maître, l'expression de mes respectueux hommages.

  
  
J.-D. LEVITTE  
Chargé de mission.

Maître Gisèle HALIMI  
102, rue Saint-Dominique  
75007 PARIS





PARIS 777  
 10<sup>H</sup> 45  
 30-1  
 1981 (tel.)  
 R. DES HALLES



IMPRIMÉ

COLLECTIF GUATEMALA  
 67. rue du Théâtre  
 75015 PARIS

